

SYSTÈME AGRAIRE ET ÉVOLUTION DE L'OCCUPATION DE L'ESPACE AU YATENGA (HAUTE-VOLTA) (1)

Jean-Yves MARCHAL

Géographe O.R.S.T.O.M.
Services Scientifiques Centraux de l'O.R.S.T.O.M., Bondy

RÉSUMÉ

Au nord du pays mossi, le système agricole fondé sur la jachère à long cycle n'autorise plus une production suffisante aux besoins des paysanneries qui l'ont élaboré. La terre est devenue le facteur limitant à cette production demeurée essentiellement vivrière. Les « techniques d'encadrement », propres à une culture extensive, sont perpétuées alors que les potentialités du milieu s'épuisent. Le ruissellement et l'érosion occupent des surfaces sans cesse croissantes à l'intérieur des terroirs.

ABSTRACT

In the northern part of the mossi country, the agricultural system based on long-fallow cultivation can no longer ensure a high enough production to support the peasants who elaborated it. This essentially subsistence type of farming has become limited by the land itself. Techniques suited to an extensive form of agriculture continue to be applied, whereas the natural resources of the area are becoming exhausted, water and other soil erosion affecting more and more surface area within the farming land.

La population du Yatenga (2), politiquement structurée, dépend pour sa survie de faibles productions agricoles.

Une fois franchie la phase d'implantation (xvi^e-xviii^e siècles) dans le bassin de la Volta Blanche, accompagnée des pillages des greniers « autochtones » et des rapt de captifs, employés ensuite à la production, les chefferies mossi ont été confrontées périodiquement à des crises alimentaires tenant, non seule-

ment, à des conjonctures climatiques défavorables mais encore au système agricole pratiqué qui s'est avéré incapable de constituer des excédents vivriers notables.

Dès la première moitié du xix^e siècle, les migrations à courtes distances, les créations de hameaux de culture dans les « brousses » laissées libres entre les villages, les déplacements d'agriculteurs à la périphérie des régions les plus peuplées sont signalés :

(1) Le présent article reprend dans ses grandes lignes une communication présentée au séminaire F.A.O. sur la Planification agricole et la Population (Tanger, nov. 1975, ESP/817/F/47).

(2) Le Yatenga est situé au nord du pays mossi, entre 13° et 14° de Lat. Nord, aux confins de la zone soudanienne. La principale ville de la région est Ouahigouya.

conséquences d'un manque de terres et de l'apparition de problèmes fonciers. Ces mouvements de population tendant à occuper de nouveaux espaces se sont accélérés sporadiquement chaque fois que les calamités naturelles se sont abattues sur le pays.

Actuellement, le système agraire ne parvient plus à répondre à la première des exigences qui est de nourrir les collectivités humaines qui l'ont élaboré. Le blocage est apparu avec une extrême gravité au cours des vingt dernières années et vient d'atteindre son paroxysme à la suite d'une série de mauvaises saisons agricoles. De 1970 à 1973, les récoltes ont été à ce point catastrophiques que des centaines de familles d'agriculteurs ont quitté leur village (1) pour les contrées du Sud-Ouest voltaïque et de la Côte d'Ivoire jugées plus hospitalières du fait de leur climat et des terres vacantes qu'elles offrent aux immigrants. Au cours de l'année 1973, cette émigration définitive, de type familial, a atteint à elle seule (2) la proportion de 1,12 % de la population rurale résidente, ce qui correspond à un « prélèvement » important compte tenu d'un taux d'accroissement naturel de 1,8 % par an. La même année 11 000 tonnes de céréales ont été distribuées dans la sous-préfecture de *Ouahigouya* à titre de secours alimentaire.

Les potentialités régionales et les limites du « développement »

Le *Yatenga* est un royaume *mossi* dont les chefferies ont été fondées dans un pays de vieux peuplement *kurumba* et *dogon*. L'entité politique ainsi constituée s'est identifiée à un pouvoir fort et durable qui a assuré la sécurité et permis aux sociétés paysannes qu'il contrôlait de s'accroître et d'atteindre dans le courant du siècle dernier de fortes densités. Cette concentration de population a attiré, dès le début de la période coloniale, l'attention des commissions d'enrôlement de l'armée ainsi que celle des recruteurs de main-d'œuvre pour les chantiers publics et privés de l'A.O.F. Chaque année, de 1912 à 1947, des contingents de jeunes hommes ont été prélevés dans les villages, de façon systématique. Sous l'effet de ces réquisitions et des prestations locales (portage, cultures obligatoires, aménagements des routes) les hommes ont fui en masse hors du territoire, notamment en Gold Coast, et des familles de cultivateurs sont parties s'établir sur les marges

de la région, dans les « brousses » alors peu contrôlées par l'administration. De son côté, l'autorité coloniale avouait, peu ou prou, que l'émigration forcée sous la forme des réquisitions de main-d'œuvre et même celle provoquée, de façon indirecte, par les contraintes locales pouvaient être le remède susceptible d'assainir la situation de crise que connaissait la région, notamment d'amoindrir l'effet des disettes répétées. Ainsi a été pensée, entre autres initiatives, l'occupation des terres aménagées par l'Office du Niger. Sans juger de la valeur politique d'une telle « stratégie », il est évident que les déplacements de population n'ont pas eu d'effets spectaculaires sur la région d'autant plus que, dans le même temps, l'action médicale préventive provoquait un ralentissement considérable de la mortalité. 250 000 habitants étaient recensés au *Yatenga* en 1925, 415 000 en 1960 et 500 000 en 1973. En 1976, les densités atteignent au cœur de la région, où se trouvent les plus importantes concentrations de villages, de 70 à 100 habts/km² et de 50 à 70 partout ailleurs. La charge de population demeure donc la constante régionale essentielle. Elle biaise toute action de développement agricole tendant, dans le contexte d'économie libérale que connaît le pays, à diversifier les cultures et accroître la part des produits d'exportation car la production alimentaire de base reste le souci prioritaire de la paysannerie.

La région connaît un climat nord-soudanien caractérisé par des précipitations annuelles de l'ordre de 717 mm en moyenne (3), réparties en presque totalité de la fin juin à la fin septembre. Ces pluies sont sujettes à d'importantes fluctuations interannuelles et leur rythme est irrégulier au cours de la saison humide. Or, de la régularité des précipitations, notamment en fin de saison, dépend l'état des récoltes d'autant plus que les sols ont un faible pouvoir de rétention de l'eau et sont, de surcroît, peu fertiles. Sols minéraux bruts, peu évolués d'érosion et ferrugineux peu lessivés constituent les associations dominantes organisées en *catena* le long des pentes. Les conditions climatiques ne sont guère favorables au développement de plantes vivrières autres que les mils. A cette production, pour l'essentiel auto-consommée, il convient d'ajouter celles de l'arachide et du coton — en faibles quantités — ainsi que la cueillette des fruits du karité (*Vitellaria paradoxa*) du néré (*Parkia biglobosa*) et du kapokier (*Bombax costatum*) qui sont l'objet d'un petit commerce sur les marchés locaux.

(1) Quatre cents familles (3 700 personnes) pour la seule circonscription de Ouahigouya (140 000 habts), soit 2,6 % de la population en quatre ans.

(2) Sans compter les migrations individuelles des hommes : plus de 40 % absents dans la classe de 15 à 39 ans.

(3) Cinquante-six années d'enregistrement pluviométrique.

* *

La culture cotonnière a bien été « encouragée » vigoureusement, de 1925 à 1945, ainsi que celle de l'arachide, de 1935 à 1947, pour répondre aux besoins de ce qui était alors la Métropole mais, dès les années 50 et surtout depuis l'Indépendance de la Haute-Volta, ces productions ont considérablement baissé. Le *Yatenga* qui, selon l'expression consacrée, « fournissait au commerce », en 1930, 420 tonnes de coton brut et, en 1939, 800 tonnes d'arachide coque ainsi que 270 t. de coton brut, ne livrait plus que 5 t. de coton à la C.F.D.T. en 1970. Les raisons de ces abandons sont facilement explicables. D'une part, la région n'est pas favorable — écologiquement parlant — à la culture du coton. D'autre part, le coton et l'arachide étaient, pendant la période coloniale, cultivés sous la contrainte. Enfin et surtout, les cultivateurs, dont le principal objectif est de remplir leurs greniers de céréales, ne sont pas intéressés par ces cultures dites « de rapport » ou « de rente » qui occupent des parcelles sur leur exploitation et accroissent les temps de travaux dans des proportions sans commune mesure avec les productions obtenues. Au bout du compte, ces cultures ne sont pas rentables pour les agriculteurs. Le cheptel a également été mis à contribution pour faire participer la région à une économie d'échanges. A la fin du XIX^e siècle, le *Yatenga* était réputé pour sa richesse en bovins et chevaux. L'administration coloniale a dirigé la commercialisation du bétail sur les marchés de Gold Coast et de Côte d'Ivoire ; permettant ainsi de rapporter au *Yatenga* le numéraire exigé pour le paiement annuel de la capitation et des taxes nouvelles. Sous l'effet de ces impositions, nombre d'agriculteurs qui n'élevaient jusqu'alors que quelques moutons et chèvres, se sont essayés au commerce du gros bétail qui était, à l'époque, accaparé par les *Peul*, les chefs *mossi* et les marchands *yarsé* et *maransé*. Des troupeaux de bœufs (zébu) ont été exportés chaque année à une telle cadence que le capital élevage a été gravement entamé ; le nombre de têtes de bétail commercialisées étant supérieur à ce que permettait le croit naturel du troupeau. Puis, au cours des années 30, des épizooties et des sécheresses ont décimé le cheptel et bloqué durant quelques années sa commercialisation. Celle-ci a repris sur un rythme plus lent tandis que le troupeau se reconstituait progressivement.

Aujourd'hui, les agriculteurs cherchent à organiser, au niveau de leur exploitation, un petit élevage en y associant si possible quelques bovins afin de se prémunir contre les calamités. Les ovins et surtout les caprins, qui résistent mieux aux sécheresses, constituent l'épargne des paysans : plus de 50 % du produit des ventes d'animaux sert à l'achat de vivres et 25 % au paiement de l'impôt.

Ainsi, après une période de « développement » économique fondé sur l'exploitation « minière » ou la surexploitation des potentialités locales, le *Yatenga* apparaît comme n'ayant « rien à vendre et rien à acheter ».

Si un tel caractère est commun à nombre de régions de la zone soudanienne, les fortes concentrations de population viennent ici renforcer la pauvreté de la contrée. Elles s'accompagnent, en ce milieu rural technologiquement stable, d'une pénurie de terres cultivables, d'une réduction des temps de jachère, d'un épuisement des sols et d'une chute des productions. Partout les rendements sont de l'ordre de 450 kg/ha pour le sorgho et de 350 kg/ha pour le mil et n'autorisent, bon an mal an, qu'une production moyenne par habitant de 200 kg qui suffit à peine à l'autoconsommation. La possibilité d'étendre les cultures sur de nouveaux espaces est aujourd'hui périmée. Les derniers grands défrichements ont eu lieu il y a une trentaine d'années et il ne demeure plus sur les collines cuirassées qu'un faible couvert arbustif qui constitue le pâturage aérien des troupeaux de chèvres et de moutons et le seul combustible pour les besoins ménagers. Partout ailleurs, l'espace est cultivé dans une proportion de 50 à 75 % sur des terres sensibles à l'érosion. Au centre du *Yatenga*, là où les densités sont fortes, 33 % des terres sont cultivées de façon permanente et 45 % n'ont pas bénéficié de la jachère depuis plus de cinq ans ; ce qui revient à dire que 80 % de l'espace cultivé est soumis à une culture continue de mil et sorgho (1). Cette dégradation des conditions d'existence a été périodiquement aggravée par la destruction des récoltes provoquée soit par les acridiens soit par le manque de pluie : 1832-1839, 1879-1884, 1907-1913, 1925-1926, 1929-1934, 1940-1942, 1966-1973. Devant une telle détérioration des termes de l'équilibre entre les populations et les ressources et, sans nous arrêter à la fatalité des aléas climatiques et des conditions offertes par le milieu en général, il est aisé de constater le blocage du système agraire pris dans son ensemble.

(1) Pour quatre quartiers villageois situés au sud de *Ouahigouya*, les superficies cultivées par habitant sont, jachères non comprises : 74 a dont 62 en céréales, 35 a dont 33 en céréales, 70 a dont 64 en céréales et 45 a dont 40 en céréales. En pays *serer* également densément peuplé, la superficie cultivée par habitant est au village de *Sob* (jachères exclues) de 82 a dont 45 en céréales.

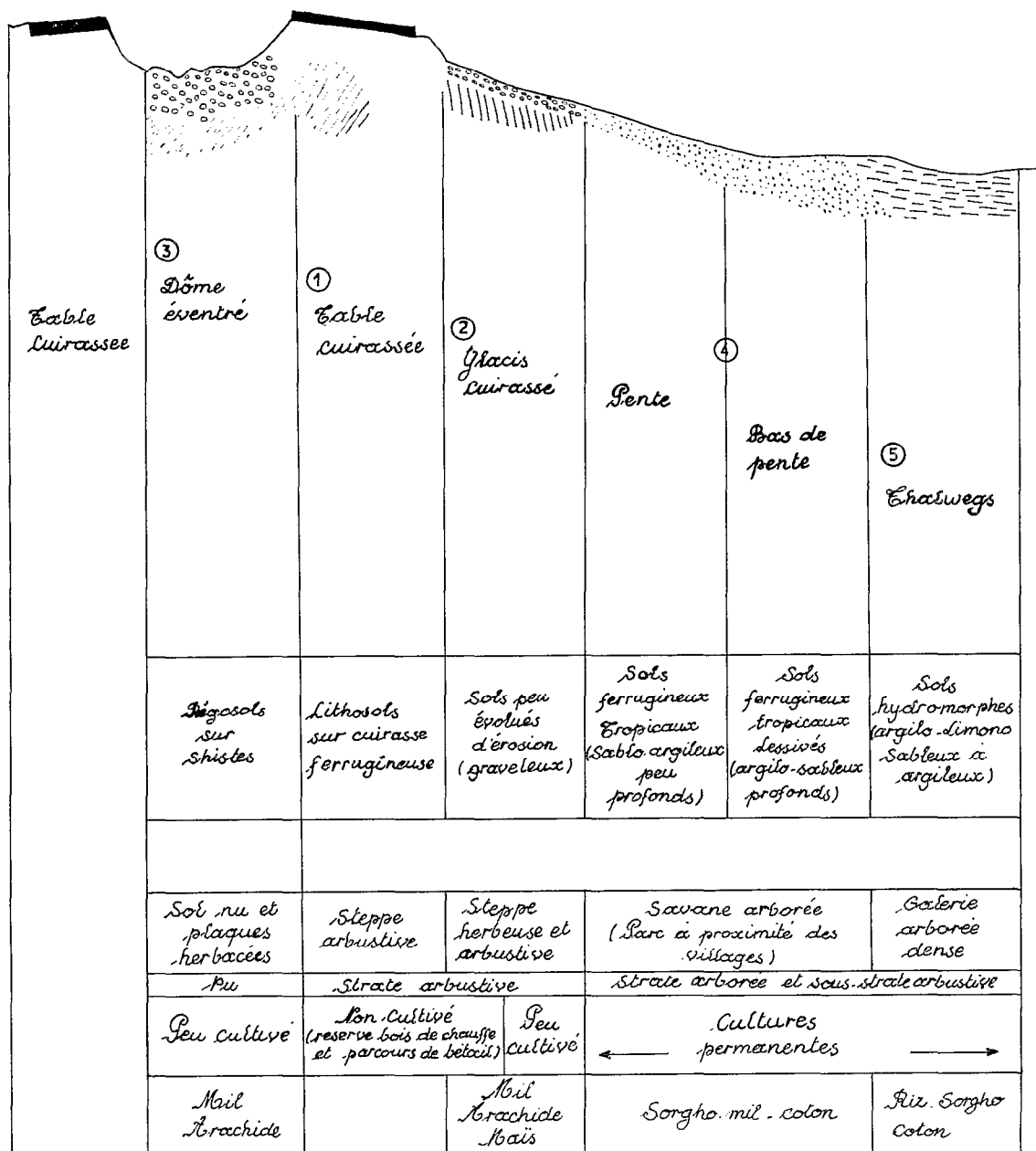


Fig. 1. — Yatenga (Haute-Volta) — utilisation des potentialités naturelles — tableau des correspondances.

La faim de terres et la mutation des terroirs

Le système cultural est fondé sur les potentialités agricoles des sols ; les plus sablonneux et les plus épais étant considérés comme les meilleurs et exploités en priorité (fig. n° 1). Toutefois, selon que la saison est pluvieuse ou ne l'est pas, il est possible dans le premier cas d'obtenir des récoltes de petit mil sur les

hauts de versants gravillonnaires tandis que les bas-fonds inondés ne permettent que la culture du riz (peu pratiquée) et, dans le second cas, de cultiver en sorgho les terres humides des bas de pente alors que les hauteurs, où le bilan hydrique est déficitaire, ne peuvent être ensemencées. C'est ainsi que les villages sont établis sur les hauts de versants ou à mi-pente et les champs répartis

entre le site habité et les lits des marigots. Les groupes humains de diverses origines qui constituent la population des villages ont cherché, au rythme de leur installation, à acquérir des terres distribuées le long des pentes et couvrant toute la gamme des sols. Généralement, le partage foncier autour des villages s'est fait en étoile, à partir du premier groupement d'habitations. Les premiers arrivés ont pu s'approprier les meilleures terres tandis que les derniers installés n'ont pu avoir accès qu'aux terres exclusivement gravillonnaires ou bien, dans le cas des familles de chefs, s'imposer par la force sur les bonnes terres des quartiers villageois plus anciens. Dès 1917, un observateur écrivait : « *Dans les endroits où la terre est bonne, elle est déjà appropriée complètement par les chefs de groupes ou par les chefs de ménages* ».

Dans le système cultural traditionnel, non associé à l'élevage, la fumure n'était pas pratiquée sauf dans les « jardins de case » : minuscules parcelles établies le long des murs des habitations, et sur lesquelles les détritrus ménagers étaient épandus. En dehors de ces « jardins » fumés et plantés en tabac, maïs, courges et plantes à sauce, tous les autres champs, où alternaient le sorgho et le mil, étaient mis en culture pendant cinq à six ans. Au bout de ce laps de temps, intervenait la jachère pour une durée d'autant plus longue qu'il y avait d'autres champs « de rechange ». A l'évidence un tel système n'est valable que si les cultivateurs sont peu nombreux ou si de grands espaces sont disponibles. Or, la population augmentant, les espaces libres situés autour des habitations groupées, qui constituent le centre des villages, ont été compartimentés en champs jointifs et morcellés en petites parcelles relevant de multiples exploitants car chacun cherchait à cultiver le plus près possible de son habitation. Rapidement, l'alternance culture-jachère n'a pu se perpétuer à l'intérieur de ce parcellaire et il a fallu défricher « en brousse », en respectant tout au moins quelques arbres utiles : *karité*, *néré*, kapokier, tamarinier, baobab. C'est ainsi que les espaces cultivés se sont agrandis génération après génération et, qu'autour des villages, on en est venu à ne plus pratiquer de jachère, faute de place. Une aire de culture permanente, sans fumure et sans assolement, est apparue au cœur des terroirs tandis que chaque quartier villageois, dans l'espace relevant de son droit d'usage, étendait ses parcelles du centre vers la périphérie des terroirs en gagnant chaque saison sur « la brousse ». En 1917, dans les plus gros villages comme *Ouahigouya*, qui avait 3 000 habts à l'époque, « on ne faisait plus reposer les champs parce qu'il y avait tout juste assez de terrains cultivables pour la population ». Quand on considère que de 1917 à 1976, les villages — pour lesquels nous avons des informations — ont connu

un croît de leur effectif de population d'au moins 60 %, il n'y a pas lieu de s'étonner que « la brousse » soit aujourd'hui réduite à quelques bois sacrés, à la végétation arbustive dégradée des collines et aux minces galeries boisées situées le long des axes de drainage ; autrement dit à ce qui ne peut être exploité au moyen des techniques habituelles.

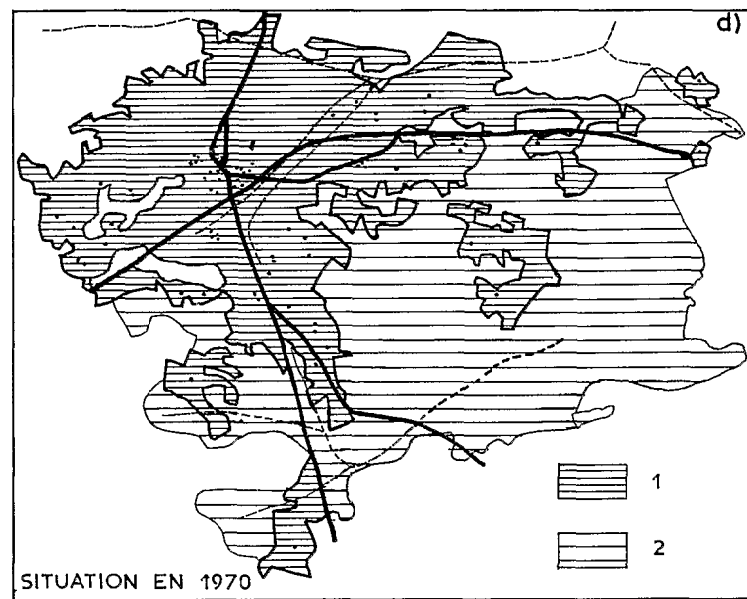
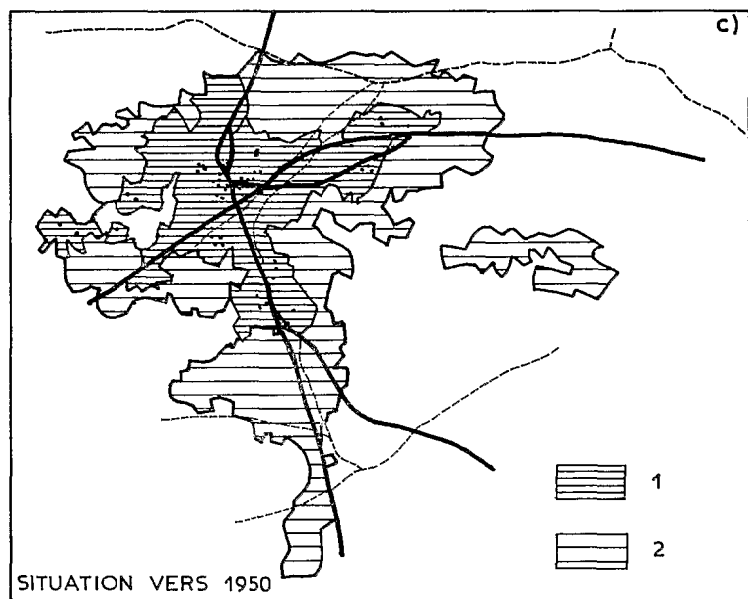
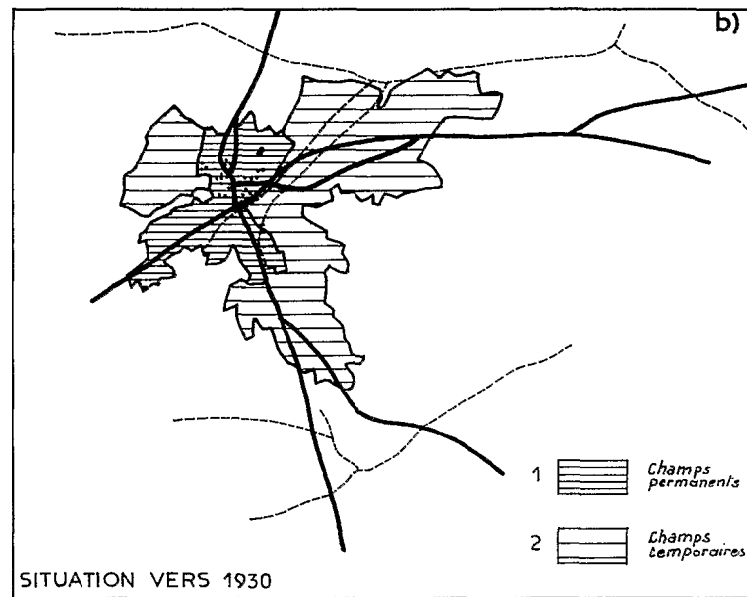
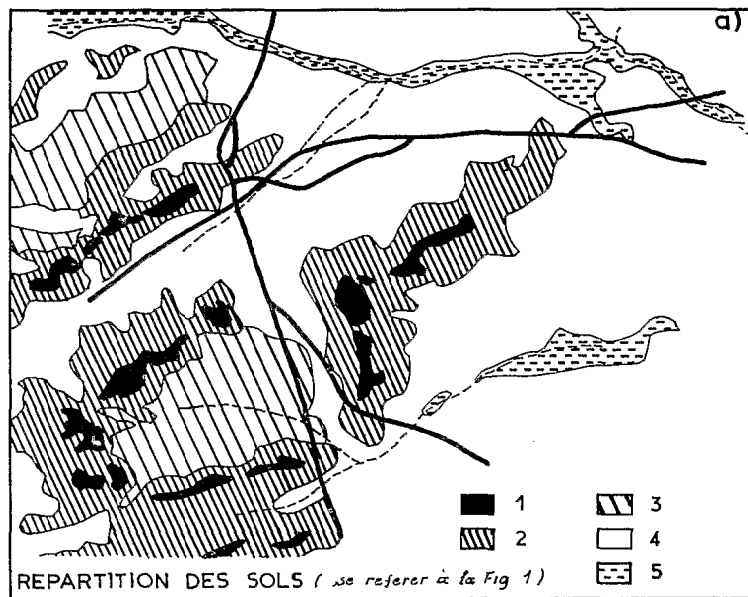
* * *

A l'accroissement de la charge de population, sont venus s'ajouter trois autres facteurs qui ont concouru à l'extension maximale des espaces cultivés. Le premier appartient au domaine du passé ; il s'agit de la culture forcée du coton combinée à celle de l'arachide. Le second facteur, qui est la crainte de pluies insuffisantes ou mal réparties ou encore le risque de destruction des récoltes par des orages tardifs ou des invasions acridiennes, a toujours existé. Cependant, dans la mentalité paysanne, il a pris une dimension nouvelle dès lors que la demande en produits alimentaires s'est faite plus pressante, corrélativement à l'accroissement des bouches à nourrir. Le troisième facteur est le morcellement des unités de production. Il pourrait être prépondérant dans le processus dynamique que nous analysons.

Durant la période coloniale, on devait cultiver le coton sur des « sols neufs » ou encore sur des terrains ayant porté l'année précédente de l'arachide. Cette prescription des ingénieurs des services agricoles imposait donc comme une nécessité l'association coton-arachide sur des terres récemment défrichées. Entre 1930 et 1935, certains villages devaient cultiver chaque année 10 ha de coton soit, à raison de rendements de 50 à 90 kg/ha (chiffres officiels de l'époque) fournir une production de 500 kg à 1 t ; production dérisoire par rapport à la consommation de « terres neuves » requises annuellement.










La multiplication des champs par crainte des sécheresses relève quant à elle d'un réflexe de prudence. Le cultivateur n'étant pas assuré de récolter en suffisance, accroît ses chances en ensemençant le maximum de parcelles réparties, si possible, dans des lieux distants les uns des autres. Agissant de la sorte, il espère que les orages, souvent très localisés, seront bénéfiques au moins à quelques uns de ses champs.

L'extension de l'espace cultivé tient surtout à la multiplication des exploitants agricoles, liée tant à l'accroissement du nombre des familles qu'à l'atomisation des unités de production. Au début du siècle, on pouvait dénombrer entre 25 et 40 personnes par *zaka* (ferme) relevant d'un seul groupe de travail qui englobait parfois les habitants de plusieurs *zakse* (plur. de *zaka*). Un chef de groupe — généra-



0 0,6 1,2 km

Fig. 2. — Extension d'un terroir.

-  Colline
-  Corniche cuirassée
-  Marigot
-  Habitations
-  Piste
-  Limite de terroir
-  Non cultivé
-  Cultivé
-  Sols décapés par ruissellement

Echelle
approximative
0 0,5 1km

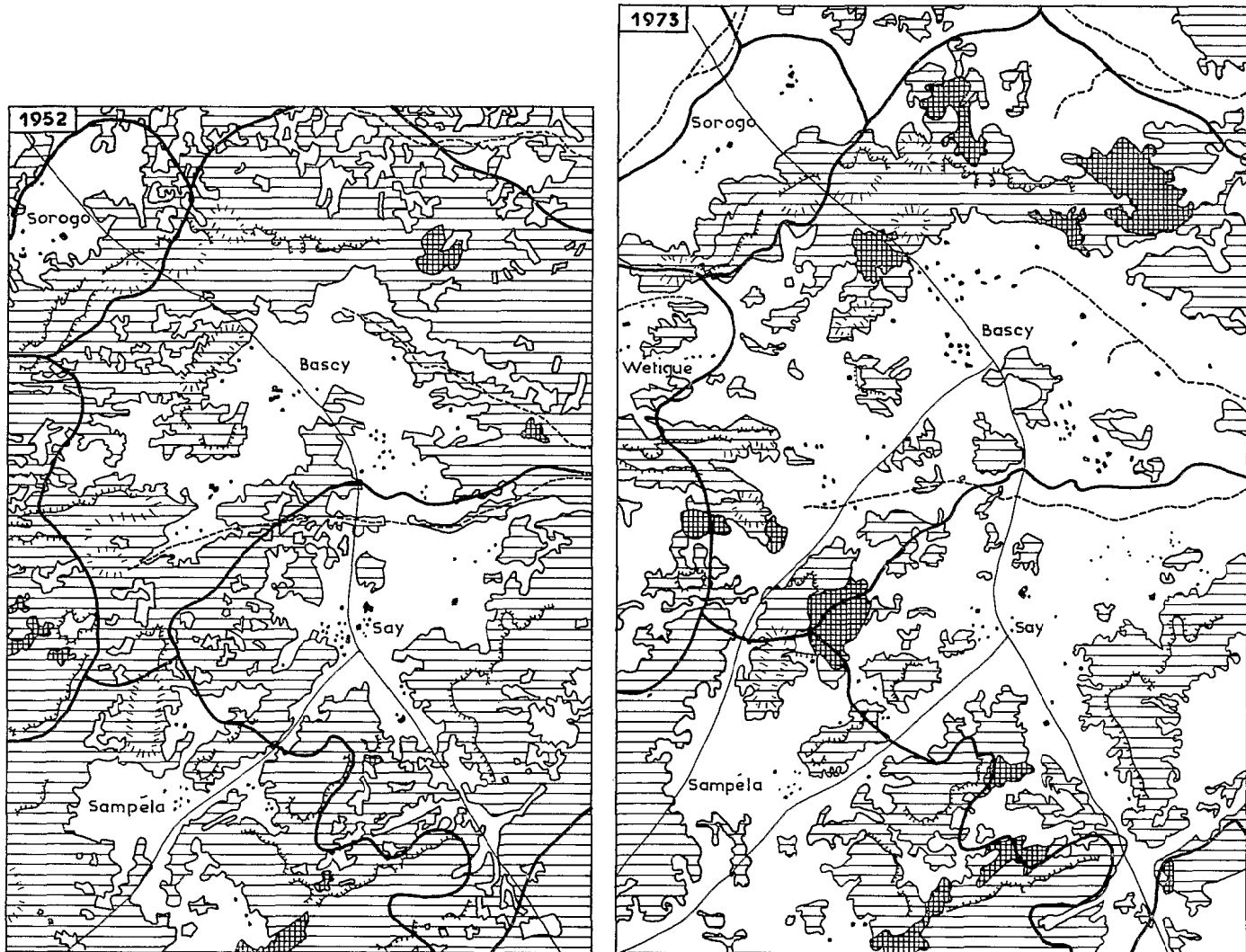


Fig. 3. — Extension de l'espace cultivé.

lement doyen d'un lignage ou d'une fraction de lignage — dirigeait donc le travail de plusieurs dizaines de personnes cultivant en commun des champs dont la production assurait la nourriture de tout le groupe pendant sept mois de l'année, environ. Après quoi, la récolte des petits champs personnels était consommée tandis que les surplus éventuels des champs communs étaient conservés dans les greniers du chef de groupe.

Aujourd'hui, une exploitation agricole est souvent réduite à un ménage (1,5-1,8 ménage/expl.) et groupe une dizaine de personnes en moyenne. L'apparition de ces petites unités de production s'est faite parallèlement à l'éparpillement des unités d'habitat à l'intérieur des terroirs. L'évolution tend à la juxtaposition des cellules de production aux *zakse*. Les anciens groupements familiaux se sont désintégrés du fait que les dépendants ou cadets ont progressivement échappé à l'autorité des aînés. Les raisons de cette évolution sont multiples mais, pour l'essentiel, sont liées à une situation agricole de plus en plus difficile qui accentue le caractère inégal de la répartition des ressources entre les aînés et les cadets. Nous avons pu constater, par exemple, la désintégration de cellules de production, suite aux dernières mauvaises saisons agricoles, parce que le produit du travail commun était jugé par les membres les plus jeunes de ces groupes comme insuffisant et, parfois même, mal partagé. Des frères mariés relevant d'un même chef d'exploitation ont pu ainsi se désolidariser de ce dernier — accusé d'une mauvaise gestion de la production — et cultivent dorénavant à part, manifestant leur volonté d'être maître de leur propre récolte, quoi qu'il advienne.

Outre ces raisons, n'omettons pas de prendre en compte l'impact des migrations de travail sur la société paysanne comme élément explicatif du développement de l'individualisme au niveau de la production agricole. Sur les chantiers et dans les plantations, les paysans du *Yalenga* connaissent depuis plus d'un demi siècle la pratique du travail individuel dont dépend, par ailleurs, l'importance du « pécule » qu'ils rapportent au pays (1).

Quelles qu'en soient les raisons, les tensions et rivalités qui ont abouti à l'atomisation des exploitations ont également eu pour effet de désorganiser

la structure de production. Une fois divisée, la force de travail est affaiblie. Les décisions prises collectivement — ou autoritairement — par les chefs de groupes n'ont plus cours ou bien sont devenues très rares, ce qui rend impossible une bonne coordination des tâches : choix des cultures, rotations, mise en œuvre des forces disponibles. Une saine gestion de l'espace devient difficile, voire illusoire, dans le même temps où cet espace est devenu « fini » et que la dégradation des potentialités agronomiques s'accroissent : lessivage des sols et extension des terres érodées (2).

Le système agraire demeure consommateur d'espace en dépit de quelques améliorations apportées à titre individuel aux pratiques culturales mais qui ne permettent pas pour autant une réelle intensification de la production. Citons : la fumure des parcelles au centre des terroirs, la pratique de paillage, la lutte contre le ruissellement en disposant des blocs de cuirasse et des branches au travers de la pente.

Chez les propriétaires de bovins qui habitent au centre les terroirs la tendance est actuellement d'exiger des *Peul*, qui assurent le gardiennage des animaux, de faire paître ces derniers sur les champs, après les récoltes, de même que de les faire stationner la nuit près des villages, en fin de saison sèche, pour fumer le sol. Des exploitants qui ont établi leur *zaka* à la périphérie des terroirs ont acquis, dans la mesure du possible, du bétail qu'ils gardent à demeure. Cette pratique a été rendue possible parce que, éloignés du village, leurs animaux ne risquent plus de piétiner les cultures de leurs voisins. Les cultivateurs qui n'ont pas de bétail coupent les herbes — dans la mesure où la saison pluvieuse précédente a été bénéfique au maintien d'un tapis graminéen — pour les épandre sur les champs. Les herbes protègent ainsi le sol contre l'évaporation après les premières pluies (paillage). Parfois, l'herbe déposée sur les champs est brûlée. Enfin, la plupart des cultivateurs déposent, faute de fumure suffisante, les détritiques ménagers autour de chaque pied de mil pour assurer le démarrage rapide des plants.

Ces pratiques nouvelles n'ont pas empêché qu'apparaisse et que s'aggrave le déséquilibre entre l'étendue

(1) La culture cotonnière, imposée collectivement à chaque village pendant plus de vingt ans, a été également le sujet de tensions entre les jeunes qui, de fait, assuraient la production et les aînés qui la contrôlaient au nom de l'administration.

(2) Des mesures effectuées sur une portion de l'espace régional (3 826 ha), nous extrayons les résultats suivants : 1 978 ha (52 % de l'espace mesuré) étaient cultivés en 1952. 2 152 ha (56 %) le sont en 1973. Cette stabilité apparente (accroissement de 174 ha cultivés en vingt ans) cache la réalité suivante. Les formations arbustives des collines et le tapis herbacé des glacis ont diminué de 610 ha au bénéfice des cultures qui se sont étendues sur les hauts de pente où les sols présentent un bilan hydrique déficitaire. Dans le même temps, l'érosion a entraîné l'abandon des cultures sur 436 ha. Par ailleurs, la superficie en jachère est passée de 290 ha à 160.

des cultures continues et les potentialités du milieu(1). Le passage d'une agriculture consommatrice d'espace, devenue déprédatrice, à une agriculture plus productive, soucieuse de restituer au milieu ce qu'elle en retire ne s'est pas fait. Ainsi peut-on parler d'un blocage du système agraire (2).

La multiplication des exploitations a provoqué l'écllosion des problèmes fonciers par l'utilisation de plus en plus individuelle des terres. L'espace proche des villages, ainsi que les sols les plus fertiles (sablo-argileux de bas de pente) sont appropriés par les aînés qui les ont obtenus par héritage lignager.

La terre est donc devenue le facteur limitant à la production. La distribution des parcelles entre les lignages et les prêts de terre à ceux qui en manquent ne donnent plus une grande souplesse à la mécanique foncière. Il n'est plus guère possible de créer de nouvelles exploitations à la périphérie des nébuleuses de *zakse* comme jadis, en défrichant ou en occupant d'anciennes jachères ou, plus récemment, en s'installant sur les champs familiaux ou empruntés. Il apparaît que les champs cultivés en vertu d'un droit de possession ou d'usage permanent sont moins nombreux à mesure que la densité croît, tandis qu'augmente proportionnellement la part relative des emprunts de terre et que décroît la durée des prêts.

Si, dans le *Yalenga*, les problèmes cultureux et fonciers n'ont pas partout atteint un degré exacerbé, il y a lieu de constater que le gain de production, obtenu naguère par une occupation sans cesse croissante des espaces disponibles et une accélération des rotations culture-jachère, a été progressivement

freiné par l'épuisement des potentialités pédologiques, la mise en exploitation des terres « marginales » (hauts de pente) et a actuellement pour corollaire une détérioration du système foncier qui atteint en premier lieu les hommes jeunes en âge de fonder leur propre exploitation et d'assurer leur subsistance. Cet état de fait contribue inéluctablement à l'émigration.

Le constat que nous présentons contredit certains développements répandus dans la littérature consacrée aux *Mossi*, qui font état d'un attachement à la terre, d'un bon degré de technicité des cultivateurs ou qui, encore, affirment que les paysans gèrent leur exploitation en économisant l'espace.

Il apparaît en fait dans la société *mossi* une contradiction flagrante entre le système sociopolitique hiérarchisé et contraignant et l'individualisme qui caractérise les réponses au problème fondamental posé au milieu rural : celui de sa survie. Face à la nécessité pressante d'innovations technologiques en matière agricole, le groupe *mossi* oppose une inertie. Par contre, il répond à la situation de crise alimentaire et dans une certaine mesure entretient cette dernière par l'émigration de ses forces vives. Ceci nous paraît être un choix de civilisation (3). Au *Yalenga*, l'agriculture n'assure plus la survie biologique de la population mais les régions du sud-ouest voltaïque ainsi que les caféières et cacaoyères de la Côte d'Ivoire appartiennent aujourd'hui à l'espace de vie des paysans de *Ouahigouya*.

Manuscrit reçu au Service des Publications de l'O.R.S.T.O.M. le 16 mars 1977.

(1) Se reporter aux figures n° 2 et 3 qui illustrent la dynamique de l'occupation de l'espace dans quelques terroirs situés au sud de *Ouahigouya*.

(2) RAYNAUT (C.) in *Sécheresses et famines au Sahel* (1975), analyse un cas comparable de blocage d'un système agraire dans la région de *Maradi* (Niger).

(3) Compte tenu, rappelons-le, du système d'économie libérale dans lequel s'inscrit le *Yalenga* et les régions qui lui sont voisines. La place de ces dernières, dans la logique du système, est de participer à la croissance économique des pays côtiers, notamment de la Côte d'Ivoire, en exportant leurs ressources humaines. Par contre, réaménager les terroirs autour de *Ouahigouya*, reboiser, faire participer les paysans à la sauvegarde de leur patrimoine en leur proposant des techniques de lutte contre l'érosion ne paraissent pas constituer un ensemble d'actions à long terme pouvant être pris en charge par les sources de financement généralement intéressées au « Développement ». Dans une région où la production alimentaire est déficitaire, de telles opérations ne peuvent « être rentabilisées » !